



André Luther Meka dit avoir renoncé à l'idée de traduire certains activistes des réseaux sociaux en justice.

Pour mieux comprendre cette affaire, faisons un tour en arrière. Le jeudi 15 octobre 2020, Brenda Biya reçoit les menaces des éléments de la BAS dans un hôtel à Paris.

Meka

Les camerounais proches du régime en place se mobilisent afin d'apporter leur soutien à la fille unique de Paul et Chantal Biya. Sur les réseaux, il est attribué à André Luther Meka, l'un des fervents défenseurs de Paul Biya, un document demandant 26 millions de FCFA au Cabinet civil pour défendre Brenda Biya.

Si l'intéressé reconnaît être un patriote qui défend les institutions de son pays et sa jeunesse, il rejette cependant en bloc cette information selon laquelle il veut une enveloppe du Cabinet Civil de la présidence avant de prendre la défense de Brenda Biya.

Par ailleurs, l'enseignant de communication se réserve le droit de traduire en justice ses détracteurs. Certains noms sont alors cités, Boris Berthold, Me Ntimbane Mbomo, Max Sénior

Ivoire, Darling Nguevo, Nzui Manto, Mayer Foning et bien autres. André Luther Meka révèle même l'identité de ses conseils, Me Biligha, Me Achu, et Me Teguem.

Le pardon

En cette nouvelle année, André Luther Meka informe avoir renoncé à cette idée de traduire ces activistes des réseaux sociaux en justice. Il dit avoir pardonné comme le dit le Christ: « **Voici ce qui attendait ceux qui m'accusaient faussement d'avoir sollicité 26 millions du Cabinet civil pour la défense de Brenda Biya ma petite sœur. Une plainte pour propagation de fausses nouvelles, faux en écriture privée, outrage à fonctionnaire, menaces sous condition et diffamation. Mais j'ai pardonné car comme le dit le CHRIST, ils ne savent pas ce qu'ils font** » , écrit le militant du parti des flammes.